

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Zaïre

L'AVIATION BOMBARDE LES AGRESSEURS

L'aviation militaire zaïroise a bombardé ces jours-ci la ville de Kisenge, centre opérationnel des troupes d'invasion venues de l'Angola. Ces bombardements massifs ont causé de lourdes pertes aux agresseurs qui refluent vers l'Angola.

Un groupe de journalistes qui visitaient Mutshatsha, un poste avancé sur la ligne de front a recueilli des soldats zaïrois et des civils fuyant la zone des combats, des témoignages qui confirment la présence de nombreux mercenaires encadrant les envahisseurs venus d'Angola. Ceux-ci utilisent un armement lourd et sophistiqué qu'ils abandonnent sur le terrain dans leur retraite précipitée vers la frontière zaïro-angolaise.

L'agence zaïroise d'information dénonce clairement les responsabilités dans cette affaire en écrivant :

« Certes, l'agression a été préparée en Angola... pourtant le Zaïre ignore l'Angola, non pas parce qu'il considère l'Angola comme innocent, mais plutôt comme incapable de nuire ou

d'inquiéter de lui-même. Si ce pays, confronté encore à d'immenses problèmes d'organisation interne, a pu contribuer à armer et à payer tous ces milliers de soldats, qui sont entrés au Shaba (ex-province du Katanga), c'est qu'il a bénéficié et bénéficie toujours de puissants appuis extérieurs.

« Ses bailleurs de fonds et ses sources de mercenariat sont ceux-là même qui l'ont aidé à prendre le pouvoir à Luanda.

« Ce sont les mêmes pays qui s'évertuent par ailleurs à lancer des mises en garde contre tout soutien extérieur au Zaïre, prétextant d'une affaire purement interne.

« Cet acharnement à brandir le risque d'ingérence dans les affaires internes du Zaïre, ne peut être que suspect dans la bouche des dirigeants du Kremlin qui, on le sait, ont une conception politique peu respectueuse de la souveraineté nationale de leurs partenaires. Les souvenirs du printemps de Prague sont encore frais dans nos mémoires. »

Hausse des prix... Ça continue

0,7 % de hausse des prix en février dont 1,1 % sur les produits alimentaires, c'est-à-dire ceux qui touchent le plus les travailleurs.

Tels sont les résultats donnés par l'indice officiel et on sait ce qu'il vaut. Et comme il fallait bien trouver une explication, le ministère des finances en a trouvé une, sans rire : « L'indice de février supporte les conséquences du comportement anormal de certains dentistes ». Fallait y penser : Et comme le plan Barre, c'est une diminution constante de la hausse des prix, on annonce qu'au mois d'avril les tarifs du gaz, de l'électricité, du charbon, des transports, seront augmentés de 6,5 % !

MILICE ET CRS CONTRE LES EMPLOYÉS DE LA BNP

Mardi matin, une trentaine d'hommes de main, armés de coups de poing américains et de matraques se présentaient au centre Barbès pour y provoquer les travailleurs en grève.

Mardi après-midi, plusieurs milliers d'employés de banque manifestaient pour exiger la levée des sanctions contre deux d'entre eux, en lançant des mots d'ordre tels que « BNP, Simca, Citroën, à bas les

milices patronales ! », « levée des sanctions ».

Arrivés boulevard Barbès, ils se trouvaient face aux CRS qui s'étaient installés Et tout d'un coup, les flics ont chargé violemment.

Ainsi, le gouvernement et la direction recourent maintenant à la violence pour tenter de faire céder les employés en lutte. Le 10 mars, les employés du centre d'informatique de la

BNP-Barbès s'étaient mis en grève puis ils avaient décidé d'occuper les locaux. Une première fois, ils avaient eu affaire aux flics qui avaient évacué les locaux.

Puis, la direction sanctionnait huit employés et en révoquait deux. Tribunaux, police, milices, sanctions tout est bon pour tenter de briser une lutte qui pourrait donner des idées à d'autres.

SAMEDI 2 AVRIL
à l'appel du Comité de coordination
des foyers Sonacotra
en grève
MEETING POPULAIRE
de 14 à 18 h
A LA MUTUALITE

Les machinations de la Cour de sûreté de l'Etat

C'est aujourd'hui mercredi que la cour de sûreté de l'Etat rend son verdict dans le procès du jeune paysan Jean-Charles Denis et de trois autres inculpés.

Mardi, au cours de son réquisitoire, le procureur a requis de lourdes peines de prison allant de 5 à 10 ans de détention.

C'est en particulier à Jean-Charles Denis que le tribunal d'exception veut imposer une condamnation très lourde, espérant sans doute qu'il n'y aura guère de voix pour protester contre la condamnation d'un fils de petit paysan.

Ce procès est un véritable complot, tramé depuis des mois par les hautes sphères de l'Etat capitaliste, sous le couvert d'une parodie de justice ! On se souvient que, lors de sa démission en décembre dernier, l'ancien procureur de la cour de sûreté avait fait état de la volonté du gouvernement d'obtenir une lourde peine. Il déclarait alors que le ministre le suspectait de vouloir s'opposer à des peines qu'il aurait jugées trop importantes ! Avant même que l'instruction du procès ait été terminée, le gouvernement avait décidé du verdict, dont il voulait faire un exemple.

Mais ces messieurs ont mal calculé : nous serons aux côtés de Jean-Charles Denis, avec tous ceux que l'injustice révolte, pour exiger sa libération et la dissolution de ce tribunal fasciste qu'est la cour de sûreté de l'Etat.

Les Ballets de Shanghai à Paris



Les 150 danseurs et techniciens de la troupe des Ballets de Shanghai sont arrivés mardi dernier à l'aéroport de Roissy. Ils ont été accueillis par les organisateurs de leur tournée en France et par des représentants de l'Association des amiliés franco-chinoises et de l'Association des chinois d'outre-mer.



Décès d'une militante anti-impérialiste

Nous venons d'apprendre le décès d'une militante anti-impérialiste.

Jacqueline Carre était l'une des femmes évadées de la prison de la Roquette à l'époque de la guerre d'Algérie, alors qu'elles accomplissaient des peines pour avoir apporté leur soutien au juste combat du Front de libération nationale algérien. Par la suite, elle était devenue une amie du peuple chinois et de la grande République populaire de Chine.

C'est à la suite d'une cruelle et longue maladie qu'elle vient de disparaître à l'âge de cinquante ans. Ses dernières paroles ont été pour souhaiter que «d'autres travaillent pour faire un monde juste et meilleur» et elle a consigné par écrit «Vive le marxisme-léninisme ! Vive le président Mao Tsé-toung et son grand peuple !»

Nous adressons nos plus sincères condoléances à tous ses amis de travail et à toutes ses amies de lutte contre le colonialisme français.

• Toulouse

Affaire du Mirail :

RECU DU RECTEUR

Le 25 mars, le tribunal administratif de Toulouse devait se prononcer sur les suspensions «d'unités de valeurs» (nécessaires pour avoir un diplôme) et de traitement de 10 enseignants de l'Université du Mirail en fait poursuivis pour s'être montrés combattifs durant la grève de l'an dernier.

Jeudi 24 mars, à 19 H le recteur Chalin validait en catastrophe les «unités de valeurs» en suspens.

Le secrétariat d'État aux universités et Chalin ont donc reculé: Ils ont voulu éviter que les questions de fond, procédures de flicage, volonté de rentabiliser et «normaliser» l'université, soient abordés au tribunal administratif. Au cours de l'audience, le «commissaire du gouvernement» s'est vu contraint de proposer que les mesures de suspension de traitement soient, elles aussi, annulées. Le jugement sera rendu d'ici trois semaines.

Peine d'amende pour un marchand de sommeil

Habitant Argenteuil, cet individu faisait payer pour treize lits, 130 F par lit et par mois à des travailleurs

immigrés. Il n'a été condamné lundi par le tribunal correctionnel de Pontoise qu'à 6 000 F d'amende.

Accidents du travail : Gravité croissante

D'après la Fédération nationale des mutilés du travail, le nombre de ceux-ci aurait diminué en 1975 (1 113 123 au lieu de 1 154 376 en 1974).

Par contre, leur gravité augmente très nettement notamment de 6,47 % dans

les transports et 8,72 % dans les travaux publics. Les secteurs de la métallurgie, des transports, du bâtiment et des travaux publics qui regroupent 36 % des salariés subissent 64 % des accidents et 68 % des accidents mortels.

Nous avons appris ...

Le 3 mars à la veille des élections s'est tenu à Angers un meeting ayant pour thème «Ni bourgeoisie de droite, ni bourgeoisie de gauche».

70 personnes environ y

ont participé à l'appel d'un comité de travailleurs révolutionnaires regroupant à titre individuel des militants de l'Humanité rouge, de Drapeau rouge, du PCR (ML) et des travailleurs non organisés. Un premier succès.

• Inde

Le sens d'un vote

«L'Humanité» révisionniste ne se prive pas de déplorer discrètement le «vote réactionnaire» du peuple indien aux dernières élections législatives. On peut pourtant difficilement imaginer régime plus réactionnaire que celui mis en vigueur par Indira Gandhi, avec la bénédiction de ses patrons soviétiques.

REPRESSION MISERE

Pour le pays, il s'est traduit par la mise en coupe réglée de ses richesses tant agricoles qu'industrielles, un «traité d'amitié» le soumettant aux exigences de Moscou. Pour le peuple, par un «état d'urgence» étouffant impitoyablement toutes libertés démocratiques, une campagne de stérilisation forcée dont ont été victimes des millions d'hommes et même d'enfants, dans les régions rurales pauvres essentiellement. Pour les travailleurs des villes et des campagnes, par une misère sans borne. Il est difficile d'avancer un chiffre exact de chômeurs en Inde où des millions de sans abris et de mendiants errent dans les rues. Rien qu'à Calcutta, ils sont 2 millions. 30 % des travailleurs de la ville sont au chômage total, 30 % au chômage partiel.

Les masses populaires sont privées des soins médicaux les plus élémentaires, les maladies contagieuses causent la mort de centaines de milliers de personnes par an. L'agriculture orientée vers les besoins en cultures industrielles (coton, chanvre, jute) de l'impérialisme

britannique, puis du social-impérialisme soviétique est demeurée à un stade primitif, incapable de nourrir la population.

Voilà les résultats de la politique du «gouvernement progressiste» de Mme Gandhi ainsi nommé par «La Pravda».

UNE DÉFAITE SANS PRÉCÉDENT

Pour apprécier l'ampleur de la défaite politique qui vient de lui être infligée, il faut connaître les mœurs politiques que le parti du Congrès avait instauré pour maintenir sa domination : censure rigoureuse de la presse, arrestations et persécutions systématiques des opposants politiques, réquisitions obligatoires de foules de travailleurs, payés un dollar par jour, pour venir garnir les réunions publiques d'Indira Gandhi, etc. Le Parti du congrès a dépensé

des sommes considérables pendant la campagne électorale pour acheter les voix des électeurs ; dans certaines régions, il a même fait distribuer des bicyclettes, des transistors, des pièces de tissu et des sommes allant de 50 à 100 roupies (5 à 10 dollars).

Pourtant, y compris dans les campagnes, le peuple indien n'a pas suivi les conseils des seigneurs locaux les invitant à voter pour le Congrès. Ce vote est un reflet de la colère qui couve parmi les masses indiennes. Une colère dont le nouveau gouvernement devra tenir compte s'il ne veut pas être balayé à son tour.

UNE MISE EN GARDE

Déjà ce dernier a aboli l'état d'urgence, interdit la stérilisation forcée et pris de nets engagements sur le plan de sa politique extérieure.

Le nouveau premier ministre indien Desai a déclaré lors de sa prestation de serment : «Nous ne laisserons pas nos relations avec un pays porter préjudice à celles avec un autre. Nous ne sommes pas disposés à entretenir des relations spéciales avec un quelconque pays... En ce qui concerne notre politique étrangère, il n'y aura pas le moindre doute sur le non alignement». Il remettait ainsi implicitement en cause le traité «d'amitié» indo-soviétique signé en 1971 pour une période de 25 ans.

Il est évident que l'URSS n'acceptera pas d'être ainsi évincé de cet immense pays de 625 millions d'habitants disposant d'une longue frontière commune avec la République populaire de Chine et de ports importants dans l'océan Indien. Mais le peuple de l'Inde, au sein duquel les idées marxistes-léninistes progressent à grands pas, saura rester vigilant.

• Chypre

Reprise des négociations

Les représentants des deux communautés grecque et turque de Chypre se rencontrent jeudi à Vienne en présence du secrétaire général des Nations unies, pour rechercher une solution durable au problème chypriote.

Deux rencontres ont déjà eu lieu entre Mgr Makarios, président de la République

chypriote et le responsable de la communauté turque de l'île.

Ces négociations interviennent deux ans et 8 mois après le débarquement militaire turc qui a coupé l'île en deux. Elles ont pour objet de délimiter les secteurs communautaires de la future fédération chypriote

et les relations entre les deux communautés de l'île. Ces négociations qui seront sans doute longues et difficiles, s'amorcent néanmoins sur des bases nouvelles, au grand dépit des deux superpuissances qui, l'une comme l'autre, espèrent tirer profit de l'instabilité de la situation en Méditerranée orientale.

• Japon

Le gouvernement japonais a décidé mardi de porter de trois à douze milles la limite de ses eaux territoriales et d'élargir à deux cent milles à partir des côtes la zone d'exclusivité de pêche.

En étendant à douze milles ses eaux territoriales, le gouvernement a en vue de protéger de la concurrence étrangère la pêche côtière japonaise.

La décision de porter à deux cent milles la zone japonaise d'exclusivité de pêche a été prise à la suite de l'inclusion par l'URSS de quatre îles du nord du Japon dans sa propre zone des deux cent milles. Le Japon adopte ainsi une position nette face à l'Union soviétique et se donne les moyens d'aborder sur un pied d'égalité les futures négociations avec ce pays touchant à l'établissement d'une traite de pêche à long terme.

• Europe occidentale

Etablissement d'un système aéroporté de détection lointaine

Une réunion des ministres de États membres de l'OTAN vient de se tenir à Bruxelles.

Elle a marqué un accord de principe pour l'acquisition d'un système aéroporté de détection lointaine visant à améliorer le système d'alerte en cas d'attaque conventionnelle surprise lancée par l'Union soviétique.

Ce système dépend toute fois directement de l'impérialisme américain qui fournira l'essentiel du matériel technologique qu'il requiert: une flotte de 27 boings 707

équipés de radars et de matériels électroniques ; plusieurs de ces appareils survoleront en permanence le continent européen, créant un nouveau système d'alerte aérien capable de détecter plus loin et plus efficacement que les radars basés au sol les mouvements d'avions de l'adversaire.

Ce système est une riposte à l'augmentation considérable du potentiel militaire soviétique, non seulement dans le domaine nucléaire, mais aussi dans le domaine conventionnel qui menace de plus en plus la sécurité

et l'indépendance des pays de l'Europe occidentale.

C'est dans ce domaine des forces conventionnelles surtout que l'URSS manifeste une supériorité écrasante, ce qui explique qu'on parle de plus en plus de l'éventualité d'une attaque surprise effectuée par l'URSS contre l'Europe occidentale.

C'est dans ce contexte que les États membres de l'Alliance atlantique ont décidé de consacrer plus de 2,4 milliards de dollars à la création rapide de ce système aéroporté de détection lointaine.

• Pologne

Les procès d'ouvriers continuent

Des procès d'ouvriers ayant participé aux luttes populaires de cet été se poursuivent actuellement en Pologne.

Mardi, deux ouvriers de l'usine de tracteurs d'Urus ont été condamnés à trois ans de prison chacun pour

avoir «perturbé le trafic ferroviaire».

Les avocats ont dénoncé les pressions qui avaient été exercées sur ces ouvriers pour leur extorquer des aveux et condamné la campagne de presse qui a été

organisée pour calomnier les grévistes. Ils ont affirmé que c'était les hausses de prix que voulait imposer le gouvernement qui étaient l'origine de tout et que par conséquent les ouvriers n'avaient pas à en subir les conséquences.



• A Paris puis en province Semaine du cinéma albanais

Le cinéma albanais commença au mois d'avril de 1947, quand par décret de l'assemblée populaire fut décidée la nationalisation de toutes les salles de cinéma et la création de l'entreprise cinématographique albanaise, qui dès cette année organisa tournages et projections de films d'actualité : «des manifestations de Premier Mai», «des visites du camarade Enver Hoxha dans les régions centrales et méridionales d'Albanie».

Puis ce fut la création des studios «Albanie Nouvelle», en 1952. Depuis le cinéma albanais a parcouru un long chemin et amassé une riche expérience. Venez découvrir les films albanais.

Demain nous présenterons d'une façon plus approfondie le nouveau cinéma albanais.

30 ANS DE CINEMA EN
REPUBLIQUE POPULAIRE
SOCIALISTE D'ALBANIE

DU 30 MARS AU 5 AVRIL 1977

Mercredi 30 mars : «Le dernier Hiver» de Ibrahim Mucaj et Kristaq Mitro.
L'art populaire de la gravure sur bois de Agim Fortuzi
«Dyrrachlum» de Saimir Kumbaro

Jeudi 31 mars «Beni marche tout seul» de Xhanfise Keeko

Vendredi 1er avril «L'affrontement» de Viktor Gjika

Samedi 2 avril «Le commissaire de la lumière» de Dhimiter Anagnosti et Viktor Gjika

Dimanche 3 avril «Les chemins blancs» de Viktor Gjika

Lundi 4 avril «L'opération feu» de Muharrem Fejzo

Mardi 5 avril «La fille des montagnes» de Dhimiter Anagnosti

Permanent de 12 h à 24 h (sauf dimanche de 14 h à 24 h)
Place : 14 F ; étudiants : 10 F ; avant 13 h 30 : 8 F

LE STUDIO GIT-LE-COEUR
12, rue Git-le-Coeur - 75006 Paris
tél : 326-80-25

EN PROVINCE

TOURS - studio 4 : du 26 avril au 1er mai
GRENOBLE - Nef : du 4 avril au 10 mai
MONTPELLIER - Club : du 11 au 17 mai
AIX-EN-PROVENCE - Cézanne 6 : du 18 au 24 mai
LYON - Le Canut : du 1er au 7 Juin
Viktor

«1900» à l'armée

Pour ceux que peut encore tromper le vernis révolutionnaire dont se pare le film «1900» du révisionniste Bertolucci, signalons que les deux parties de ce film passent actuellement dans les cinémas de plusieurs casernes des Forces françaises en Allemagne.

On ne peut pas dire que ce film ait échappé à la vigilante censure des autorités militaires des quelques casernes, puisque les programmes des cinémas des casernes sont les mêmes pour toutes les FFA.

De plus, on sait, depuis les condamnations de soldats de Landau pour «atteinte au moral de l'armée» que la vigilance de la sécurité militaire contre la progression des idées révolutionnaires ou démocratiques s'est encore accrue ces derniers temps.

Non ! L'armée bourgeoise

se fait passer le film «1900» de Bertolucci parce qu'il sert la bourgeoisie :

— En trahissant l'histoire du peuple

— En dénigrant ses combats et ses dirigeants

— En prônant la réconciliation des classes et en déformant la violence de classe. (La violence des masses à la libération y est décrite comme aveugle, brutale et dérisoire).

Par ce film, l'armée bourgeoise entend prêcher aux appelés la résignation.

Après les super-productions américaines, les navets commerciaux, les «séances strictement réservées au personnel militaire» (comprenez : films pornos !), l'armée bourgeoise appelle à la rescousse l'opium révisionniste.

Mais cela ne suffira pas pour faire pièce à la révolution des appelés !

«Police et Nation»

La démocratie de la matraque

Lundi, au nom du Comité central du PCF, Louis Baillot annonçait la parution légale d'une nouvelle publication : «Police et nation».

Ce journal est celui de la police, mais aussi de «tous ceux qui se préoccupent de la sécurité des citoyens et de la protection de leurs biens». C'est-à-dire : non seulement les CRS, la gendarmerie, les brigades spéciales, les brigades antigang mais aussi les milices patronales privées et autres briseurs de grève. Nous n'exagérons pas : Baillot explique que «c'est une publication réservée aux problèmes de la sécurité des personnes et des biens, privés ou publics».

UN DISCOURS DEJA ENTENDU

Le discours de Baillot rappelle quelque chose : «Dans la France en crise, la violence, les brimades marquent les rapports humains, les scandales sont légion, la pornographie est devenue affaire commerciale, la criminalité se développe.» Cela paraît incontestable. Or, il manque un «détail» qui change tout : d'où vient cette violence et ces brimades ? Qui couvre les scandales et la pornographie ? Les travailleurs ou la police ? Qui matraque ou même assassine les travailleurs en lutte ?

Là encore nous n'exagérons pas en disant que faire appel à la police pour «purifier la France», c'était déjà le mot d'ordre des bandes fascistes françaises qui attaquèrent le parlement en 1934, en pleine crise du capitalisme français.

SOCIAL-FASCISME

Revenons-en au discours de Baillot. Le journal sera «édité par les fonctionnaires de police membres du Parti communiste», il sera en partie «diffusé par les militants communistes des cellules de police». Son but est clairement de mobiliser la police contre ceux qui veulent «régler les comptes avec une société qu'ils rejettent».

Ça se passe de commentaires, voilà ce qu'est devenu le PCF !

Au nom de la démocratie, donner la parole aux forces de répression bourgeoise pour développer la lutte contre les forces révolutionnaires, cela ne porte qu'un nom : du SOCIAL-FASCISME (socialisme en paroles, fascisme dans les faits).

Le PCF se prépare à gouverner le pays en crise : il lui faut la police de son côté. Pour nous, la chose est claire : que la police soit dirigée par Marchais ou par Poniowski, ce pouvoir-là nous n'en voulons pas !



Réunion de cellule...

• Vannes-Bretagne Libérez Jean-Charles Denis

Une centaine de manifestants ont répondu à l'appel lancé par les comités anti-répression de Vannes et Lorient pour protester contre la procès qui se déroule actuellement à la cour de sûreté de l'Etat. 7 militants bretons sont en effet inculpés devant cette juridiction d'exception.

L'un d'eux, Jean-Charles Denis, lutte contre la société capitaliste, ses injustices et il est particulièrement sensible à la situation insupportable faite aux travailleurs de Bretagne : bas salaires, chômage, oppression culturelle...

Il a été arrêté en octobre 1975, à Brest, alors qu'il se trouvait porteur d'une charge explosive, à proximité du domicile du député UDR De Benettot.

Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'il soit la victime d'une machination policière.

RAGOTS ET MENSONGES

De toute façon, il est bien clair que les marxistes-

léninistes ne considèrent pas comme utiles et justes, dans la situation actuelle, de telles méthodes. En d'autres circonstances, notamment au moment de l'occupation nazie entre 40 et 44, l'utilisation d'explosifs était tout à fait justifiée mais en 1977, il faut bien reconnaître que le contexte n'est pas du tout le même.

Des ragots, des mensonges sont colportés pour discréditer ces militants et le PCF n'est pas le dernier à le faire. Certains n'hésitent pas d'ailleurs à faire une assimilation mensongère entre la lutte menée par les militants anticapitalistes bretons et ceux, qui sous prétexte de lutte pour l'indépendance de la Bretagne, ont collaboré avec l'occu-

pant nazi pendant la dernière guerre mondiale. Cela reflète d'ailleurs le refus des deux partis du Programme commun de prendre sérieusement en compte les conditions particulières des travailleurs vivant en Bretagne.

MOBILISER LARGEMENT

La manifestation de Vannes, du samedi 26 mars, même si on pouvait espérer une participation plus importante, a au moins permis de faire un important travail de propagande et d'explication dans toute la région.

Il reste beaucoup à faire dans ce sens.

C'est pourquoi, les comités anti-répression de la région de Vannes et Lorient appellent à une réunion régionale, SAMEDI 2 AVRIL à 15 HEURES, CITÉ ALLENDE à LORIENT.
Correspondant HR

Les effets immédiats de l'arrivée de Chirac à la mairie de Paris (COMMUNIQUE)

Alors que la justice elle-même a accordé 3 mois de délai à l'expulsion des 5 familles qui occupent dans l'îlot Saint-Paul, le RIVP, protégé par les forces de l'ordre, tente par tous les moyens d'imposer sa «loi de casseurs».

Hier, lundi 28 mars, une première tentative de casser les immeubles et d'expulser une des familles qui occupe au 25, rue Saint-Paul, a été empêchée par le rassemblement des habitants du quartier solidaires.

Fort de cette leçon, c'est sous la protection d'une trentaine de CRS que M. Bilhouet, directeur de la RIVP est revenu ce mardi 29, à 9 h 30, au 25, rue Saint-Paul.

Il a donné l'ordre aux ouvriers d'arracher les portes, les tuyaux d'eau, puis de murer l'accès d'un des escaliers de l'immeuble. Tout ceci ne suffisait pas à M. Bilhouet, il a pris une hache et a coupé l'arrivée d'eau de tout l'immeuble, prenant ainsi lui-même en main le saccage sauvage de l'îlot.

La centaine d'habitants venue sur place a vainement tenté de pénétrer dans l'immeuble pour empêcher ce saccage ! La police les en a empêché.

Pire, quand les habitants ont voulu demander des comptes à M. Bilhouet qui sortait une fois ses forfaits effectués, la police les a brutalement bousculés, blessant ainsi une vieille habitante du quartier.

Les habitants du Marais, regroupés dans leur comité de Défense et dans l'intercomité, protestent avec la plus grande véhémence contre les agissements de la RIVP. Société d'économie mixte, derrière laquelle se cachent les grandes banques d'affaires qui sème la terreur dans un quartier qui lutte depuis des années pour obtenir son juste droit au logement.

Ils appellent à un rassemblement JEUDI 31 MARS A 18 HEURES, au Métro St-Paul, pour aller protester auprès de la mairie de Paris.
Intercomité du Marais



● Grenoble

Plus de 1000 personnes au bal de la Sescosem

Samedi dernier, les travailleurs du syndicat CFDT de la SESCOSEM organisaient un bal populaire pour expliquer leur lutte contre les 350 licenciements.

A l'entrée des panneaux expliquaient la lutte et son écho (articles de presse dont ceux de l'Humanité rouge).

Dans une ambiance de fraternité de lutte les travailleurs, principalement des ouvrières « sous contrat à durée déterminée » racontèrent comment deux d'entre elles sont maintenues dans l'usine, malgré les flics, les huissiers et la « justice » qui voulaient les chasser.

La direction a déjà dû embaucher une centaine de ces travailleuses.

Les ouvrières ont chanté leurs chansons de lutte (sur des airs à la mode) et ont terminé par l'Internationale.

RASSEMBLEMENT

Les travailleurs de la SESCOSEM d'Aix, St-Egrève, Paris se rassembleront le jeudi 31 mars à 9 heures devant le « salon des composants à Paris ». Ce rassemblement pourrait être suivi d'une manifestation boulevard Haussman si la CGT-Paris l'accepte.

● J-B Martin-Voiron

Une municipalité PCF face à des travailleurs en lutte

Il avait été question d'une journée ville morte à Voiron pour soutenir la lutte des JBM ; la gauche s'en était même fait l'écho durant les municipales lors d'un meeting des JBM utilisé par elle pour sa campagne.

Sur proposition du PCF au comité de « soutien », cette journée sera réduite à deux heures ! La gauche n'étant pas au pouvoir, « il ne faut rien bouleverser avant le grand jour » !

Des divergences sont apparues entre le PCF proposant un concert de klaxons et FO partisan d'une sonnerie de cloches...

Les appels à cette « action » se feront par... « Le Monde », « L'Humanité », le « Figaro », l'AFP, la télévision régionale, etc. Voilà qui met bien les choses à leur place ; ce concert de voix bourgeoises n'a rien à voir avec celle des travailleurs.

● Sofratesco — Vitry Grève illimitée

La section CFDT Sofratesco (Société française de technique sonore : galvanoplastie et pressage de disques) appelle tous les travailleurs à soutenir ceux de la Sofratesco en grève pour obtenir :

- l'augmentation des salaires (qui sont à peine supérieurs au SMIC)
- une convention collective
- l'amélioration des conditions de travail (actuellement particulièrement dures)
- le libre exercice du droit syndical (la direction refuse de reconnaître l'existence de l'organisation syndicale dans l'entreprise).

La section, qui fait partie de l'UL-Vitry, appelle à verser à la collecte et à exprimer la solidarité avec les grévistes pour assurer le succès de leur lutte.

● FRLE (Dijon)

Les grévistes s'organisent

Dans l'entreprise, les travailleurs s'organisent pour rester mobilisés : création de commissions

- commission cantine
- commission relations avec l'extérieur
- commission occupation, qui se charge d'organiser les tours de garde dans l'entreprise pour l'occupation

- popularisation : lundi 28 mars, les travailleurs

ont organisé un rassemblement devant l'entreprise auquel ont participé des travailleurs de la zone industrielle (Hoover, Winthrop, Nozal...). Ils ont fait une collecte sur la route en arrêtant les voitures.

Des collectes sont prévues dans les entreprises de la région.

L'expulsion est ordonnée et le délai expirait ce mardi à 12 heures. Les travailleurs

● Grenoble

Les handicapés exploités veulent lutter

A la Maison de la culture, pendant le mois de mars, exposition, films, discussions ont été réalisés par et avec des handicapés.

Parmi ceux qui sont les actifs pour lutter et faire connaître leurs graves problèmes, M., ouvrière à l'atelier protégé de Préclou, à Echirolles (50 à 60 ouvriers et ouvrières, tous handicapés à divers degrés, 3 chefs d'ateliers valides).

Qu'est-ce qu'un atelier protégé ?

M : C'est un atelier qui dépend de l'Association des paralysés de France. Il recrute des travailleurs handicapés pouvant produire au moins 60 % du rendement industriel. De grosses entreprises lui donnent du travail en sous-traitance. Si la commande n'est pas réalisée dans le temps prévu, la commande est annulée. Donc on travaille au rendement.

Quelles entreprises sous-traitent avec l'atelier protégé ?

Télémechanique, Caterpillar, les Postes et télécommunications, Crouzer (pour laquelle on fait des tournebroches), Discoral (pour laquelle on a fabriqué dernièrement une pièce-clé du moteur pour économiser l'essence !).

Vous travaillez combien d'heures par jour ?

On travaille 8 heures par jour. Et comme on n'a qu'une heure le midi, on ne peut pas rentrer chez nous, alors on casse la croûte à l'usine.

Comment faites-vous pour votre transport ?

On fait chacun comme on peut. Moi, avec mon fauteuil de paralysée, d'autres à vélo, d'autres en bus. Mais c'est très dur. Notre directeur nous a dit que c'est le seul moyen d'être vraiment traités comme des gens normaux ! Nous, on voudrait un car qui passe dans nos quartiers comme dans les autres usines. J'habite à 2 km de l'atelier.

Correspondant HR.

Votre salaire ?

C'est une autre histoire. Là, on n'hésite pas à nous traiter en invalides. Moi, je gagne 5,20 F de l'heure. Je travaille depuis 3 ans dans la boîte. La majorité des autres gagnent entre 2 et 3 F ! La DDASS (Action sociale) complète individuellement au SMIC. Pourtant une loi a été votée qui nous accorde le SMIC. Seulement elle est retournée dans les fonds des tiroirs. On voudrait bien savoir sur quelles bases les grosses boîtes payent les commandes.

Avez-vous une section syndicale à l'usine ? Avez-vous déjà lutté pour vos droits ?

Depuis quelques temps on a la CGT. Mais il y a souvent des mises à pied de 3 jours dès qu'on menace de lutter. Le directeur a également licencié une fille il y a trois ans qui avait participé activement à une manifestation.

Et votre syndicat ne bouge pas ?

On est très isolés. Les délégués n'osent rien faire à cause des mises à pied. On est divisés parce qu'on n'a pas les mêmes salaires ni les mêmes degrés de handicap et la direction nous pousse au rendement. Voilà pour quoi nous avons décidé de faire cette action à la Maison de la culture (avec d'autres handicapés et des valides). L'Association des paralysés de France dont nous dépendons vit principalement de la charité publique et perpétue cette méthode. Elle ne veut entendre parler ni de luttes, ni de revendications. Nous, on veut lutter. On travaille, on a droit à la parole autant que les autres travailleurs et les grands handicapés qui ne peuvent pas travailler.

Les « zélus » de gauche des banlieues de Dijon viennent se faire leur publicité dans l'entreprise et font croire aux travailleurs qu'ils vont faire quelque chose pour eux. Ils multiplient les visites au préfet.

Le PCF est venu ce lundi vendre des cartes, puis est reparti : drôle de soutien...

Voilà comment sont exploités les handicapés triplement victimes :

- d'une infirmité accidentelle (beaucoup d'accidents du travail et de la route) ou de naissance

- victimes de l'exploitation capitaliste qui les ségrègue et les isole

- victimes d'une association charitable décadente, périmée qui les réprime.

Et on ne peut manquer de réfléchir aussi sur le fait que les 2 ateliers « protégés » de la banlieue grenobloise relèvent de 2 municipalités PCF (Echirolles et Fontaine) parfaitement indifférentes aux problèmes des handicapés, à leur exploitation et à leurs luttes qui à peine amorcées sont étouffées et réprimées impitoyablement.

Correspondante HR.

Le congrès du SNES Al'image de la bourgeoisie «de gauche»

Du mardi 22 au vendredi 25 mars s'est tenu à Nancy le congrès du Syndicat national des enseignants du second degré. Bien tenu en main par les professeurs du parti de Marchais, le SNES occupe une place à part au sein de la toute puissante Fédération de l'éducation nationale. Chaque syndicat d'enseignants dissimule derrière des grandes phrases sa volonté de régner sur le plus gros morceau possible du gâteau « école »... L'approche des législatives de 78 allait-il permettre de ranger les couteaux aux vestiaires ?

La percée de la « gauche » aux municipales créait un climat d'euphorie. Pensez donc ! Le sort avait voulu que les délégués soient réunis à Nancy, à un jet de pierre de Lunéville, petite cité lorraine où le ministre Haby venait d'être chassé de la mairie par un directeur d'école.

SOUS LE SIGNE DE L'ELECTORALISME

C'est dans cette atmosphère électorale que Henry, le patron de la FEN était venu, pour la première fois depuis des années, apporter « la bonne parole » à ce syndicat d'opposition. Il dit en substance : « Nous sommes à quelques mois d'une échéance politique capitale qui peut enfin réaliser notre espoir commun de voir les changements politiques profonds que les travailleurs attendent depuis si longtemps. Nous sommes au cœur d'une période d'unité syndicale significative ». Autrement dit : « Le pouvoir est au bout de notre démagogie, n'affichons pas trop nos divisions, cela risquerait de faire mauvais effet ». Il s'agit comme on le voit d'unité entre marchands d'élections et non d'unité de classe pour mener la lutte. D'ailleurs pour calmer l'agressivité du SNES, Henry leur a fait miroiter la perspective de parvenir d'ici quelques années à 150 000 membres !

... ET DE LA DIVISION

Ces grands appels à l'unité ne semblent pas avoir été entendus. Si tout le monde est tombé d'accord pour agir ensemble contre la réforme Haby, ce qui n'engage pas à grand chose quand on connaît l'inefficacité des grèves rituelles de la FEN, les attaques révisionnistes sont restées très vives contre leurs partisans socialistes. Pourquoi ? Certes les dirigeants PCF du SNES ont besoin de paraître bien à gauche pour préserver une influence dominante qui connaît quelques problèmes : le rapport d'activité n'a recueilli que 59,69 % de voix contre 62,20 % l'année dernière, et le courant antirévionniste rassemble pratiquement 22 % des voix, bien que ces dernières années, de nombreux enseignants, dégoûtés par l'inactivité, la bureaucratie et l'esprit pourri du SNES soient passés au SGEN-CFDT. Mais au-delà de ces considérations, il existe surtout un désaccord de fond entre le PS et le PCF sur les structures qu'ils entendent donner à l'école une fois au pouvoir : une faille de plus dans le Programme commun...

Correspondant HR